

---

**L'OLÉODUC BAKOU-CEYHAN :  
PARADOXES ET COHÉRENCE  
DE LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DES PIPELINES**

---

ANNIE JAFALIAN\*

Reliant la mer Caspienne à la mer Méditerranée, l'oléoduc Bakou-Ceyhan a longtemps été une alternative, contestée et incertaine, d'exportation du pétrole d'Azerbaïdjan vers la Turquie. Évoqué dès 1992, le projet – coûteux – est alors jugé peu compétitif d'un point de vue économique et – parce qu'il néglige le rôle de la Russie et de l'Iran dans la région – inconsideré d'un point de vue géopolitique. En 2002, ce qui n'était qu'« illusion »<sup>1</sup> devient réalité : la construction de l'oléoduc est officiellement lancée, mettant un terme aux vives controverses opposant industriels, dirigeants politiques et experts.

L'intense activité diplomatique des États-Unis en faveur de l'oléoduc Bakou-Ceyhan a largement contribué à lever les obstacles géopolitiques au projet. Elle s'est inscrite dans le cadre de la politique étrangère définie par Washington vis-à-vis des républiques d'Asie centrale et du Caucase, et notamment de l'Azerbaïdjan, ainsi qu'à l'égard des puissances régionales que sont la Russie, la Turquie et l'Iran. Initialement otage de rivalités géopolitiques, le projet semble aujourd'hui déterminé par l'évolution des réalités économiques. A la diplomatie américaine des pipelines se sont ainsi substituées les conditions internationales du marché pétrolier en tant que facteurs décisifs du succès ou de l'échec de l'entreprise.

### **L'oléoduc Bakou-Ceyhan : un instrument de politique étrangère**

Dès 1992, les rivalités géopolitiques consécutives à la dislocation de l'Union soviétique se cristallisent dans les républiques d'Asie centrale et du Caucase autour des enjeux énergétiques<sup>2</sup>. Au-delà de la participation aux accords de production, ces enjeux touchent au choix des voies d'acheminement du pétrole vers les marchés de consommation. Répondant aux objectifs des autorités de Bakou et d'Ankara, le projet d'oléoduc reliant l'Azerbaïdjan à la Turquie se heurte à divers obstacles.

---

\* Chargée de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, Paris.

<sup>1</sup> O. Roy, « Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie », *Critique internationale*, juillet 2000, n° 8, pp. 36-44.

<sup>2</sup> La région contiendrait entre 2 % et 6 % des réserves mondiales de pétrole, et entre 6 % et 9 % des réserves mondiales de gaz. L'Azerbaïdjan possède, selon la *BP Statistical Review* (juin 2002), 7 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole, soit 0,7 % des réserves mondiales. Ses réserves possibles sont estimées à 32 milliards de barils de pétrole par le département américain à l'Énergie.

### *Les premières étapes : la coopération entre l'Azerbaïdjan et la Turquie*

Discuté au niveau politique dès juin 1992<sup>3</sup>, le projet d'un oléoduc entre l'Azerbaïdjan et la Turquie sous-tend les politiques étrangères des deux pays. Le président azerbaïdjanais, Aboufaz Eltchibey, ancien dissident nationaliste pro-turc, entend consolider l'indépendance de la république ex-soviétique d'Azerbaïdjan face à la Russie et promouvoir la coopération avec la Turquie. Quant au président turc, Turgut Özal, il s'efforce de repositionner la Turquie sur l'échiquier régional, non plus en sa qualité d'État membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au flanc sud de l'Union soviétique, mais en tant que puissance charnière entre l'Europe et les républiques turcophones et musulmanes d'Asie centrale et du Caucase<sup>4</sup>.

Pour promouvoir un projet servant leurs intérêts stratégiques, les dirigeants turcs et azerbaïdjanais accélèrent les initiatives. Le 9 mars 1993, ils signent un accord visant à la construction d'un pipeline qui relierait Bakou au terminal turc de Yumurtalik, au sud de Ceyhan, débouchant sur la mer Méditerranée. Puis, le 11 juin 1993, Aboufaz Eltchibey conclut un accord préliminaire concernant l'exploitation de gisements offshore avec les compagnies américaines Amoco, McDermott, Pennzoil, Unocal, ainsi qu'avec la compagnie britannique British Petroleum (BP), la compagnie norvégienne Statoil, et la Turkish Petroleum Corporation (TPAO), excluant toute compagnie russe du projet<sup>5</sup>. Le président azerbaïdjanais s'apprête à signer l'accord final lorsqu'il est contraint de quitter le pouvoir.

### *Les premiers obstacles : les rivalités avec la Russie*

En sus des obstacles géopolitiques<sup>6</sup>, les rivalités d'influence opposant la Russie à la Turquie et à l'Iran dans le Caucase et en Asie centrale hypothèquent le développement de la voie turque. Le Kremlin entend défendre ses intérêts nationaux<sup>7</sup> – géopolitiques, économiques et militaires – dans son "Étranger proche". Le projet d'évacuation des ressources pétrolières de l'Azerbaïdjan vers la Turquie concurrence la proposition de Moscou d'exporter le pétrole azerbaïdjanais *via* le territoire russe vers le port de Novorossisk, sur la mer Noire. Alors que l'hypothèse d'une voie russe progresse en ce qui concerne l'exportation du pétrole kazakh, Ankara lui oppose des arguments écologiques. La capacité des détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles ne pourrait supporter la charge de l'acheminement des ressources azerbaïdjanaises.

L'instabilité politique interne aux États du Caucase, largement imputée à une Russie visant à préserver son influence dans la région, compromet alors le projet d'une voie turque adopté par Aboufaz Eltchibey. Le 18 juin 1993, un coup d'État porte au pouvoir à Bakou Heidar Aliev, ancien membre du Komitet Gossoudarsvennoï Bezopasnosti (KGB) et du Parti communiste d'Azerbaïdjan. Annulant les engagements de son prédécesseur, ce dernier renégocie les accords d'exploitation et de production du pétrole. Le "contrat du siècle" est signé le 20 septembre 1994 par les représentants de onze compagnies pétrolières, dont la compagnie russe

<sup>3</sup> Pour un rappel historique, voir : S. Yerasimos, « Des histoires de tuyaux et de pétrole », *Hérodote*, avril-juin 1996, n° 81, pp. 106-125.

<sup>4</sup> Pour une analyse de ces enjeux énergétiques du point de vue turc, voir L. Ruseckas, « Turkey and Eurasia: Opportunities and Risks in the Caspian Pipeline Derby », *Journal of International Affairs*, automne 2000, vol. 54, n° 1, pp. 217-238.

<sup>5</sup> Pour une rétrospective sur le "contrat du siècle", voir : E. Polukhov, « Contract of the Century », *Caucasian Regional Studies*, 1997, vol. 2, n° 1.

<sup>6</sup> Contrairement à la Russie et à l'Iran, la Turquie n'a pas de frontière commune avec l'Azerbaïdjan. Seul un transit intermédiaire à travers l'Arménie, la Géorgie ou l'Iran permettrait la réalisation du projet.

<sup>7</sup> Voir E. Holoboff, « Russia's Strategic Pipelines », *Brassey's Defence Yearbook*, 1997, pp. 117-137.

*Lukoil*. Selon cet accord, le consortium international alors créé – l’Azerbaijan International Oil Company (AIOC) – s’engage à investir 7,4 milliards de dollars sur une durée de trente ans pour exploiter trois gisements offshore – Azeri, Chirag et Guneshli – supposés contenir 4 milliards de barils de pétrole<sup>8</sup>.

### *La convergence avec les objectifs stratégiques des États-Unis*

À compter de la conclusion des accords de production, et notamment du "contrat du siècle" signé par plusieurs compagnies américaines<sup>9</sup>, Washington manifeste un véritable intérêt pour les ressources énergétiques d’Asie centrale et du Caucase. Trois priorités stratégiques guident la politique des États-Unis dans la région : contenir l’Iran, encourager les réformes en Russie et maintenir de bonnes relations avec la Turquie. L’Administration américaine se donne donc pour objectifs de soutenir la souveraineté et l’indépendance des nouveaux États de la région, d’encourager les compagnies américaines dans la zone et de réduire la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis du golfe Arabo-Persique<sup>10</sup>.

Transposés en "politique des pipelines", ces objectifs se traduisent par un soutien à la voie turque et une exclusion catégorique de toute voie iranienne. Lors de leur visite à Washington en janvier 1995, les responsables des compagnies turques BOTAS et TPAO demandent l’appui américain pour l’option méditerranéenne. Le 23 avril 1995, le président Clinton présente l’oléoduc traversant le Caucase à destination de la Turquie comme un « élément clef de la prospérité dans la région »<sup>11</sup>. Parallèlement, l’Administration durcit sa position vis-à-vis de l’Iran. Le 15 mars 1995, le président des États-Unis publie un décret-loi interdisant à toute compagnie américaine d’investir dans l’exploitation des ressources pétrolières d’Iran. Le 6 mai, la mesure est élargie, à quelques réserves près, à l’ensemble des importations et des exportations américaines en provenance ou à destination de ce pays.

Mesurant l’influence de la Russie dans la région, les États-Unis adoptent une position plus ambiguë à l’égard de la voie russe. L’intervention militaire lancée le 11 décembre 1994 en Tchétchénie vise notamment à permettre au Kremlin d’assurer la sécurité de l’oléoduc Bakou-Novorossisk en reprenant le contrôle d’une région stratégique : la voie russe passe par Grozny, capitale de la Tchétchénie. Alors qu’elle aurait pu saisir l’occasion d’adopter une position plus claire en faveur de la route turque, Washington semble pas souhaiter indisposer Moscou en se prononçant ouvertement dans ce sens.

### **La diplomatie américaine : un soutien déterminant**

Présentant les problèmes d’exportation du pétrole de la mer Caspienne en termes essentiellement stratégiques et non économiques, les États-Unis cherchent une solution géopolitique pour l’évacuation du pétrole azerbaïdjanais. Alors que l’alternative entre la voie

<sup>8</sup> Le 16 novembre 2002, Lukoil annoncera vendre ses parts de l’AIOC à la compagnie japonaise Inpex. Sur cette décision, voir D. Blum, « Why Did Lukoil Really Pull Out of the Azeri-Chirag-Guneshli Oilfield? », Center for Strategic and International Studies (CSIS), Program on New Approaches to Russian Security (PONARS), *Policy Memo*, n° 286, janvier 2003.

<sup>9</sup> Les compagnies américaines Amoco, Pennzoil, Unocal, McDermott détenaient, en 1994, 39 % des parts du consortium de l’AIOC. Depuis, la composition du consortium a été modifiée : SOCAR (10%), BP-Amoco (34,1 %), Inpex (10 %), Statoil (8,6 %), ExxonMobil (8 %), TPAO (6,8 %), Devon Energy (5,6 %), Itochu (3,9 %), Amerada Hess (2,7 %).

<sup>10</sup> Objectifs notamment définis par R. Forsythe, « The Politics of Oil in the Caucasus and Central Asia », *Adelphi Paper*, 1996, n° 300, p. 17-18.

<sup>11</sup> « Declaration of President Bill Clinton, 23 April 1995 », *Azerbaijan International*, été 1995, vol. 3, n° 2.

turque et la voie russe reste ouverte, Washington apporte finalement un ferme soutien au projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan et parvient, en plusieurs étapes, à obtenir l'accord des parties concernées, en dépit des contraintes économiques qu'elle impose.

### *L'oléoduc Bakou-Soupsa : le compromis provisoire*

Si les discussions sur la voie turque, longue et coûteuse, sont reportées au cycle de négociations ultérieures portant sur les grandes quantités de pétrole, celles qui concernent les petites quantités, lancées dès le début de l'année 1995, opposent la voie russe, rapidement acquise, à la voie géorgienne. D'un point de vue économique, l'utilisation de l'oléoduc russe Bakou-Novorossisk coûte moins cher que la construction d'un oléoduc géorgien allant de Bakou à Soupsa. L'aménagement et la modernisation de la voie russe, empruntant des conduites existantes, nécessite un budget de 55 millions de dollars, alors que des investissements d'un montant de 250 millions de dollars seraient nécessaires pour la voie géorgienne.

Le soutien de la Turquie et des États-Unis à une seconde route géorgienne prend, dans ce contexte, un sens éminemment politique. Percevant l'oléoduc Bakou-Soupsa comme le tronçon initial de l'oléoduc Bakou-Ceyhan, Ankara se prononce en faveur de la voie géorgienne. Parmi les trois « États-transits » envisagés dans le cadre de la route turque figure en effet, outre l'Arménie et l'Iran, la Géorgie. Alors que Washington s'oppose à la voie iranienne, l'hypothèse de la voie arménienne est écartée en l'absence d'un règlement du conflit du Haut-Karabakh<sup>12</sup>. Les autorités turques font alors appel à Washington pour influencer le cours des négociations et favoriser la route géorgienne<sup>13</sup>. Durant l'été 1995, les pourparlers s'accroissent, l'Administration américaine intervient auprès des membres du consortium et des dirigeants azerbaïdjanais. Certains responsables du National Security Council (NSC) rencontrent à deux occasions les représentants de BP et de l'AIOC, et les invitent à opter pour la voie Bakou-Soupsa. Le 2 octobre, Bill Clinton appelle Heidar Aliev pour le convaincre de soutenir le projet<sup>14</sup>.

Le 9 octobre 1995, avec l'accord du président azerbaïdjanais, l'AIOC adopte le principe d'une double option, russe et géorgienne, pour exporter les petites quantités de pétrole azerbaïdjanais<sup>15</sup>. Ce choix, contestable économiquement, présente un double avantage géopolitique. Il permet un compromis avec la Russie, réduisant sa capacité de nuisance mais reconnaissant son influence dans la région<sup>16</sup>. Elle offre aussi la première option d'exportation du pétrole azerbaïdjanais ne dépendant pas de la Russie, ainsi que la possibilité de garder les options ouvertes pour les négociations sur l'acheminement des plus grandes quantités de pétrole. La décision est donc perçue comme pouvant, à terme, favoriser la Turquie<sup>17</sup>.

<sup>12</sup> Cette voie a parfois été présentée comme "l'oléoduc de la paix", J. Maresca, « A "Peace Pipeline" to End the Nagorno-Karabakh Conflict », *Caspian Crossroad Magazine*, hiver 1995, vol. 1, n° 1.

<sup>13</sup> Voir R. Menon, « Treacherous Terrain : The Political and Security Dimensions of Energy Developments in the Caspian Sea Zone », *NBR Analysis*, vol. 9, n° 1, 1998, pp. 21 et 26.

<sup>14</sup> Les interventions de la Maison-Blanche sont mentionnées par J. Joseph, *Pipeline Diplomacy: The Clinton Administration's Fight for Baku-Ceyhan*, Princeton University, Woodrow Wilson School Case Study, janvier 1999.

<sup>15</sup> L'accord sur l'oléoduc Bakou-Novorossisk a été signé le 18 janvier 1996, et la route russe opérationnelle le 25 octobre 1997. Quant à l'oléoduc Bakou-Soupsa, objet de l'accord du 8 mars 1996, il a été inauguré le 17 avril 1999. La capacité de transport de chacune des voies est de 100 000 à 150 000 barils de pétrole par jour.

<sup>16</sup> Certains auteurs présentent ainsi la décision comme une « stratégie d'apaisement envers la Russie », cf. Janri Kachia, « Caucase, le vrai-faux "contrat de siècle" », *Politique internationale*, hiver 1995/1996, n° 70, p. 47.

<sup>17</sup> T. Iskit, « Turkey: A New Actor on the Field of Energy Politics? », *Perceptions*, mars-mai 1996, vol. 3, n° 4.

*Contraintes économiques et bataille diplomatique*

Dès 1997-1998, alors que les discussions portent désormais sur l'exportation des grandes quantités de pétrole azerbaïdjanais, l'Administration américaine formule une "politique d'oléoducs multiples" privilégiant la création d'un corridor de transport est-ouest et, par extension, le projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan. Pour Washington, il s'agit de désenclaver la région du Caucase et de l'Asie centrale tout en assurant la sécurité des approvisionnements par une diversification des voies d'exportation. L'opposition des États-Unis à l'évacuation du pétrole azerbaïdjanais vers le sud, par l'Iran, est rapidement confirmée par l'adoption, le 5 août 1996, de l'*Iran Libya Sanctions Act*<sup>18</sup>. Quant à la voie russe, au nord, elle permet déjà d'exporter les petites quantités de pétrole de Bakou vers Novorossisk<sup>19</sup>.

Le soutien de Washington à la voie turque est toutefois contesté, notamment d'un point de vue économique, par certaines compagnies et certains experts américains. Les réserves concernent la viabilité commerciale du projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan. La construction de la route turque, nécessitant un financement variant entre 2,2 à 4,5 milliards de dollars<sup>20</sup>, est considérée comme l'option la plus coûteuse. La moins coûteuse serait la voie iranienne, reliant Bakou à Tabriz. Mais, pour nombre d'observateurs, les quantités et le rythme de production ne justifieraient pas de tels investissements. S'inscrivant dans le cadre d'une réévaluation qui relativise les réserves de la Caspienne par rapport à celles du Moyen-Orient, la critique est confortée par la découverte de puits secs en Azerbaïdjan<sup>21</sup>. Les infrastructures existantes suffiraient donc à exporter la production. Et, de fait, le consortium semble réticent à financer le projet. Bien que l'argument soit considéré comme mineur, la ligne turque traverse d'ailleurs, tout comme la voie russe<sup>22</sup> mais contrairement à la voie iranienne, des zones d'instabilité et de conflits susceptibles de saper la confiance des investisseurs.

Devant les obstacles au développement du projet d'oléoduc Bakou-Ceyhan, certains membres du département d'État estiment alors qu'« *une diplomatie efficace est essentielle à la réalisation d'un corridor de transport eurasiatique est-ouest* »<sup>23</sup>. L'Administration crée, en juillet 1998, le poste de conseiller spécial du président et du secrétaire d'État pour la diplomatie énergétique dans le bassin de la Caspienne. Engageant des initiatives bien plus visibles et soutenues que celles des membres du NSC, ce conseiller a notamment pour mission de faciliter les négociations et la conclusion d'accords pour la construction de nouveaux oléoducs et gazoducs dans la région. Il organise de nombreuses rencontres tant avec les dirigeants politiques locaux qu'avec les industriels. Ses activités s'accompagnent du financement d'études de faisabilité des projets discutés. En octobre 1998, la Trade Development Agency (TDA), agence fédérale indépendante, accorde ainsi une assistance technique d'un montant de 823 000 dollars à BOTAS pour améliorer l'expertise des projets d'oléoduc Bakou-Ceyhan et de gazoduc transcaspéen.

<sup>18</sup> Cette loi impose des sanctions à toute compagnie investissant plus de 40 millions de dollars (seuil réduit à 20 millions de dollars l'année suivante) dans le développement des ressources pétrolières en Iran.

<sup>19</sup> Pour une présentation de la politique américaine des pipelines, voir : Jan Kalicki, « Caspian Energy at the Crossroad », *Foreign Affairs*, September-October 2001, vol. 80, n° 5, pp. 120-134. Jan Kalicki a été conseiller au département du Commerce, chargé de la coopération énergétique avec les nouveaux États indépendants sous l'administration Clinton.

<sup>20</sup> M. Lelyveld, « Caucasus: Deadline Nears on Oil Transit Routes », *RFE RL*, 16 juin 1998.

<sup>21</sup> A. Myers Jaffe et R.A. Manning, « The Myth of the Caspian "Great Game": The Real Geopolitics of Energy », *Survival*, hiver 1998/1999, vol. 40, n° 4, p. 118.

<sup>22</sup> En septembre 1997, pour rester dans la compétition et acheminer les grandes quantités de pétrole azerbaïdjanais, Moscou a proposé une extension des capacités de transport de la ligne Bakou-Novorossisk et la construction d'un oléoduc de contournement de la Tchétchénie par le Daghestan.

<sup>23</sup> S. Sestanovitch, « U.S. Foreign Policy in Caucasus and Central Asia », Chambre des représentants des États-Unis, Comité des relations internationales, audition, 30 avril 1998.

### *L'oléoduc Bakou-Ceyhan : la consécration*

De 1998 à 2000, les efforts diplomatiques et financiers engagés de Washington en faveur de la voie turque produisent leurs effets. Réunis à Ankara le 29 octobre 1998, les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de la Turquie déclarent leur détermination à réaliser le projet du grand oléoduc entre Bakou, Tbilissi et Ceyhan. Le 18 novembre 1999, dans le cadre de la Déclaration d'Istanbul, ils s'engagent à créer les conditions favorables à la construction de l'oléoduc et à le réaliser d'ici à 2004. Bill Clinton se félicite de ces avancées, qu'il présente comme « le point culminant de longs efforts... »<sup>24</sup>. Quant au secrétaire d'État à l'Énergie, Bill Richardson, il estime qu'il s'agit là d'une « victoire majeure de politique étrangère pour le président Clinton »<sup>25</sup>.

Désormais soutenu par les dirigeants des États concernés, le projet n'est avalisé que tardivement par les compagnies pétrolières. Le 20 octobre 1999, BP-Amoco déclare soutenir le projet, présenté comme une route de transport stratégique. Reconnaisant les contraintes économiques de la ligne turque, BP-Amoco – opérateur de l'AIOC – s'engage à rendre la voie commercialement rentable et à obtenir l'adhésion des autres membres du consortium. Après la signature, le 28 avril 2000, par les présidents d'Azerbaïdjan, de Géorgie et de Turquie, de l'accord créant un cadre juridique pour la construction de l'oléoduc, Bill Clinton encourage les compagnies américaines, européennes et russes à transformer ce cadre juridique en réalité commerciale<sup>26</sup>. Mais ce n'est que le 1<sup>er</sup> août 2002 que certaines compagnies créent la Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) Pipeline Company, dirigée par BP et chargée de construire et de faire fonctionner l'oléoduc<sup>27</sup>.

Le 18 septembre 2002, les présidents azerbaïdjanais, Heidar Aliev, géorgien, Édouard Chevardnadze et turc, Ahmet Sezer, inaugurent, en présence du secrétaire d'État américain à l'Énergie, Spencer Abraham, la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan au terminal de Sangachal, à proximité de Bakou. A cette occasion, le président George W. Bush se félicite de ce que « cet important projet soit en cours et que les États-Unis aient activement contribué à son développement, en partenariat étroit [...] avec les gouvernements de la région et les investisseurs dirigés par BP »<sup>28</sup>. S'étendant sur 1 760 kilomètres entre Bakou et Ceyhan, le pipeline doit devenir opérationnel au début de l'année 2005.

### **Les négociations entre compagnies : la relève assurée**

Soutenue par la Turquie et l'Azerbaïdjan, lancée grâce à l'appui des États-Unis, la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan dépend désormais davantage des acteurs économiques que des forces politiques. Tandis que des incertitudes pèsent sur le financement de la route turque et que les évolutions géopolitiques risquent de réduire la vigueur du soutien

<sup>24</sup> « Remarks by the President at the Signing Ceremony for the Baku-Tbilisi-Ceyhan and Trans-Caspian Gas Pipeline Protocol », Maison-Blanche, Bureau du secrétaire à la Presse, 18 novembre 1999.

<sup>25</sup> « Press Briefing by Bill Richardson », Maison-Blanche, Bureau du secrétaire à la Presse, 18 novembre 1999.

<sup>26</sup> « Clinton on Baku-Tbilisi-Ceyhan Framework Agreement », Maison-Blanche, Bureau du secrétaire à la Presse, 28 avril 2000.

<sup>27</sup> Participent aujourd'hui au projet : BP (32,26 %), SOCAR (25 %), Unocal (8,9 %), Statoil (8,71 %), TPAO (6,87 %), ENI (5 %), TotalFinaElf (5 %), Itochu (3,4 %), ConocoPhillips (2,5 %) et DeltaHess (2,36 %).

<sup>28</sup> « Bush, Abraham Hail Benefits of Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline », Presidential Statement, 18 September 2002, <http://usinfo.state.gov/regional/eur/eurasia/pipeline-091802.htm>

américain, c'est le consortium de compagnies qui s'efforce à présent de consolider la viabilité commerciale du projet.

*Les conditions économiques : les difficultés de la prévision*

Des incertitudes persistent, en effet, quant au coût et au financement de l'oléoduc. Fixée à 2,9 milliards de dollars par l'AIOC, l'estimation du coût n'est pas à l'abri d'une révision à la hausse. Le montant définitif des investissements engagés pour la construction de l'oléoduc Bakou-Soupsa, deux fois plus élevé que les prévisions, crée un précédent qui invite à la prudence<sup>29</sup>. Quant au financement, 30 % du coût de la construction seront pris en charge par la BTC Pipeline Company et 70 % des frais devront être couverts par le soutien d'institutions internationales. Les 4 et 11 novembre 2003, la Banque mondiale et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) lèvent une partie des incertitudes en accordant des prêts d'un montant respectif de 250 et 125 millions de dollars pour la construction de l'oléoduc.

La volatilité des prix du pétrole et les quantités indéterminées de production n'offrent, en outre, aucune assurance quant à la viabilité commerciale de la voie turque. L'intervention militaire en Irak et la perspective d'une ouverture des marchés internationaux au pétrole irakien annoncent de nouveaux défis. La rentabilité du pipeline ne pourrait être assurée si le prix du pétrole descendait en dessous de 18 dollars le baril. Peut-être est-ce en partie pour cette raison que les membres de l'AIOC ont accéléré les négociations en l'absence même de garanties fermes de financement<sup>30</sup>. Quant aux volumes de production du pétrole azerbaïdjanais, certains les considèrent comme insuffisants. Pour être compétitif, l'oléoduc Bakou-Ceyhan devrait acheminer un million de barils de pétrole par jour. Si l'AIOC assure que la production correspondra au niveau escompté, d'autres estiment que le pic de production en Azerbaïdjan n'atteindra que 750 000 barils par jour en 2010<sup>31</sup>.

*Les partenariats stratégiques : les éventuelles évolutions*

Basé sur des intérêts définis au début des années 1990, l'appui de Washington à l'oléoduc Bakou-Ceyhan n'est pas entièrement acquis. De nombreuses réserves se font entendre quant à la logique sous-jacente du projet, qui consiste à réduire l'influence de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale. Certains observateurs notent que la Turquie n'a pas exclu de lier sa propre économie à l'énergie russe, s'appuyant indirectement l'un des fondements du corridor énergétique eurasiatique<sup>32</sup>. D'autres considèrent qu'il existe une base pour la coopération entre la Russie et les États-Unis dans l'espace post-soviétique, dont la solidité doit toutefois être mise à l'épreuve<sup>33</sup>. Le rapprochement russo-américain consécutif aux attentats du 11 septembre, la collaboration en matière de lutte anti-terroriste et le dialogue énergétique développés entre Washington et Moscou pourraient en effet déboucher sur un assouplissement de la politique des États-Unis vis-à-vis de la Russie. L'Administration américaine inclut d'ailleurs l'Asie

<sup>29</sup> Initialement évalué à 250 millions de dollars, le budget de l'opération se solde à 565 millions de dollars.

<sup>30</sup> La variable du prix du pétrole a été mise en valeur par S. Kober, « The Great Game, Round 2, Washington's Misguided Support for the Baku-Ceyhan Oil Pipeline », *Policy Brief*, Cato Institute, 31 octobre 2000, n° 63.

<sup>31</sup> A. Rasizade, « The Mythology of the Munificent Caspian Bonanza and its Concomitant Pipeline Geopolitics », *Central Asia and the Caucasus*, 2001, vol. 10, n° 4.

<sup>32</sup> La Turquie s'est engagée à importer du gaz russe via le gazoduc sous-marin communément appelé *Blue Stream*, cf. A. Myers Jaffe et R.A. Manning, « Russia, Energy and the West », *Survival*, été 2001, vol. 43, n° 2, p. 143.

<sup>33</sup> R. Legvold, « All the Way, Crafting a U.S.-Russian Alliance », *The National Interest*, hiver 2002/2003, p. 23.

centrale au nombre des domaines où « la Russie peut devenir un partenaire fondamental » des États-Unis<sup>34</sup>.

Par ailleurs, l'éventuelle érosion – consécutive à la crise irakienne – de l'alliance turco-américaine pourrait amener Washington à restreindre ses efforts pour obtenir des financements en faveur de la construction de l'oléoduc. Le refus opposé le 1<sup>er</sup> mars 2003 par le Parlement turc au déploiement de troupes américaines en Turquie, en dépit de l'aide économique substantielle proposée par Washington, affectera inévitablement la coopération entre les deux pays. Si la position stratégique de la Turquie et les intérêts communs d'Ankara et de Washington demeurent, la confiance désormais rompue des autorités américaines dans la fiabilité de leur allié affectera certainement l'investissement des États-Unis dans certains projets conjoints. Initialement destiné, selon certains experts, à « récompenser la Turquie du soutien apporté aux États-Unis pendant la guerre du Golfe de 1991 et de son consentement à renoncer aux recettes de transit du pétrole irakien »<sup>35</sup>, l'oléoduc n'a-t-il pas perdu une partie de sa raison d'être ?

#### *L'option kazakhe : la perspective d'une cohérence globale*

Quelle que soit l'évolution des rapports entre les États-Unis et les puissances régionales, c'est de l'initiative des membres de la BTC Pipeline Company que dépend le règlement des problèmes économiques de la construction de l'oléoduc. Déterminées à consolider la viabilité commerciale de la route turque et à lever les incertitudes de son financement, les compagnies pétrolières ont entamé des négociations avec les autorités kazakhes pour augmenter les volumes de production acheminés de Bakou à Ceyhan. Le Kazakhstan possède d'immenses réserves pétrolières qui, évacuées par la voie turque, contribueraient à rentabiliser les investissements. Outre le gisement de Tenguz, dont la production est exportée vers le port russe de Novorossisk, le gisement de Kashagan est un des plus grands du monde<sup>36</sup>. Il s'agirait alors d'acheminer par tanker le pétrole kazakh d'Aktau au port de Dubendi, près de Bakou.

Contestée par certains observateurs qui considèrent que les rythmes de production ne répondront pas à la demande<sup>37</sup>, la perspective d'un prolongement de la route Bakou-Ceyhan vers le Kazakhstan pourrait donner une cohérence globale à la voie turque et à la diplomatie américaine. Cette perspective est discutée par les compagnies pétrolières, dont certaines – tel *ENI*, *Philips* ou *Total* – sont à la fois membres de la BTC Pipeline Company et du consortium exploitant le gisement de Kashagan. Elle est officiellement soutenue par les pouvoirs politiques à Washington, Ankara et Bakou. Le projet permettrait ainsi d'harmoniser les logiques d'États avec les logiques d'entreprises. Que les États-Unis maintiennent ou réduisent leurs activités dans la région, les négociations menées par les industriels accompagneront ou prendront le relais de la diplomatie américaine des pipelines pour assurer la viabilité de l'oléoduc<sup>38</sup>.

<sup>34</sup> Voir R. Haass « U.S.-Russian Relations in the Post-Cold War World », intervention à la Rand Corporation, 1<sup>er</sup> juin 2002, <http://www.state.gov/s/p/rem/10643.htm>.

<sup>35</sup> F. Hill, « Une stratégie incertaine : la politique des États-Unis dans le Caucase et en Asie centrale depuis 1991 », *Politique étrangère*, janvier-mars 2001, n° 1, p. 100.

<sup>36</sup> Le gisement de Kashagan contiendrait entre 10 et 40 milliards de barils de pétrole.

<sup>37</sup> Le pétrole kazakh ne serait disponible qu'en 2008, alors que l'oléoduc devrait être opérationnel au début de l'année 2005. Voir B. Aliriza, « Reviewing Caspian Oil Export Routes: Russia, Iran and Turkey », *CSIS Event*, 6 novembre 2001.

<sup>38</sup> D'autres expliquent l'optimisme des compagnies quant à la compétitivité de la voie turque par la perspective de la construction d'un gazoduc parallèle, permettant d'exporter le gaz du gisement de Shah-Deniz de Bakou à Erzurum, et par la possibilité de réduire ainsi le coût global des travaux. Voir G.M. Winrow, « Pivotal State or Energy Supplicant? Domestic Structure, External Actors and Turkish Policy in the Caucasus », *Middle East*



\*\*\*

Considérée isolément et rétrospectivement, l'activité diplomatique engagée par les États-Unis en faveur de la construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan semble avoir été motivée par des intérêts plus géopolitiques qu'économiques. Représentant l'option la moins compétitive par rapport aux voies russe et iranienne, le projet de voie turque a été adopté avec le soutien déterminant de Washington parce qu'il servait à réduire l'influence de la Russie en Asie centrale et dans le Caucase, à isoler l'Iran et à promouvoir le rôle de la Turquie en tant que puissance régionale.

Dans un cadre plus large et prospectif, le "paradoxe économique" de la diplomatie américaine déployée en faveur de l'oléoduc peut cependant être levé. En dépit d'incertitudes stratégiques et financières, la voie turque est à présent soutenue par un consortium de compagnies qui lui donnent une rationalité économique, notamment dans la perspective d'une exportation du pétrole kazakh. D'Aktaou à Ceyhan, la route turque, tout en restant moins rentable que les solutions russe et iranienne, pourrait ainsi acquérir une viabilité commerciale et concilier les logiques économiques avec les intérêts géopolitiques des États-Unis en Asie centrale et dans le Caucase.